CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

RÉDACTION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

ADMINISTRATION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

ABONNEMENTS	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes.	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Autres Départements.	5 fr. 50	11 fr.	22 fr.

Nos 123 et 124 Mercredi 3 et Jeudi 4 Mai 1899

ANNONCES
Les Annonces sont reçues à la *Société Générale de Publicité*, 7, rue Drouot, Paris *(Téléphone 221,88)* et dans sa succursale
LILLE, 28, rue Faidherbe
et dans les bureaux de l'Administration du journal

La FÊTE INTERNATIONALE DU TRAVAIL
EN FRANCE & A L'ETRANGER

LE PREMIER MAI

Chaque année, lorsque Avril est sur le point de disparaître du calendrier, la bourgeoisie conservatrice des abus qui étayent ses privilèges, se demande avec angoisse si sa dernière heure ne va pas sonner.

Le Premier-Mai passe.

Le lendemain la bourgeoisie se tâte.

Elle est toute étonnée de se retrouver vivante encore.

Alors elle entre en délire et, provocante, se déhanchant csmme une petite folle à qui un grand bonheur est arrivé, elle enterre délibérément son cauchemar :

— « Le Premier-Mai est mort », dit-elle.

Voici tantôt deux lustres qu'on nous sert la même antienne, que nous assistons à la même danse macabre de nos adversaires autour de notre Parti et de nous.

L'idée, pourtant, ne nous est point encore venue de nous tâter.

C'est que nous savons que le Premier-Mai qui fuit est l'avant-coureur d'un autre Premier Mai, d'un autre *renouveau socialiste*, — c'est que nous constatons que loin de mourir, ce Premier-Mai, ce renouveau *croit* chaque année en puissance, et qu'il va se généralisant.

Au début, en effet, il était limité à quelques villes, à quelques centres industriels, à quelques pays.

Maintenant, le mouvement a gagné jusqu'aux plus petites campagnes, jusqu'aux contrées les plus reculées du monde prolétaire.

Pareil à l'idée chrétienne qui fit sombrer le monde païen, notre Premier-Mai jette le ferment socialiste qui nous donnera la Société nouvelle.

Non, le Premier Mai n'est pas mort !

Nous disons plus, il *ne peut pas mourir, car il quintessencie* la trilogie révolutionnaire de 1789, ainsi que je le rappelais l'autre jour ici et que je l'ai développé en conférence, à Armentières.

J'ai dit que *dans son manteau de verdure*, sous sa parure de fleurs, sous l'enivrement de ses printaniers parfums, le Premier-Mai nous faisait des promesses de Liberté, d'Egalité et de Fraternité :

Il nous promet la liberté politique et l'émancipation économique qui en est le corollaire, pour la multitude qui d'anciens préjugés courbent encore sous le joug d'une oligarchie ;

Il nous promet l'égalité pour l'immense armée des salariés que le capitalisme a dépouillés de leurs instruments de travail et prolétarisés ;

Il nous promet la fraternité car il dégage du nimbe mystique dont on l'a enveloppée cette conception chrétienne qu'il réalise dans la solidarité...

Tels sont les enseignements du Premier-Mai et ces enseignements concordent trop exactement avec les aspirations populaires, — avec l'instinct humain, si l'on peut dire ; ils répondent à des sentiments qui sont trop profondément ancrés au cœur de chaque être qu'en pronostiquer l'effacement c'est presque annoncer la fin du monde !

Non, encore une fois, le Premier Mai ne peut pas mourir.

A chaque renouveau, il est comme un jalon que le Temps pose sur la route que les forces immanentes de l'histoire nous ont tracée et qui nous mène à la Société nouvelle.

Et cette Société réalisée, le Premier Mai vivra encore sinon comme date concertée de revendications, au moins en commémoration de l'Œuvre accompli.

G. SIAUVE-EVAUSY.

Les Incendies de la Guadeloupe

Le Conseil National du Parti Ouvrier Français vient d'adresser à la section Guadeloupienne la proclamation suivante :

Camarades,

Avant même qu'une enquête officielle ait établi l'origine des incendies qui viennent d'éprouver si cruellement la Guadeloupe, la bourgeoisie capitaliste cherche à en faire retomber la responsabilité sur vous, sur les travailleurs socialistes organisés.

Déjà, sans distinction de nuances, tous les journaux de la réaction vous en désignent comme les auteurs. A l'envi, ils réclament contre vous des mesures d'exception, des lois nouvelles de répression.

Nous ne nous abaisserons pas à discuter d'aussi mesquines et odieuses accusations qui ne relèvent que de votre mépris le plus dédaigneux.

Pas plus que vous ne vous laisserez intimider par les mesures répressives dont on vous menace — la frayeur n'appartenant qu'aux faibles et le Parti ouvrier étant trop fort à la Guadeloupe, depuis sa victoire de mai 1898, pour avoir à redouter les dernières manœuvres de la réaction impuissante et aux abois.

Au reste, la campagne aujourd'hui dirigée contre vous, *contre votre organisation*, contre votre vaillant élu lui-même, n'est pas nouvelle.

Nous avons, nous aussi, il y a quelques années, connu et subi de pareils procédés de combat, de pareilles tentatives de mise hors la loi, de la part de nos adversaires de classe — qui sont les mêmes que les vôtres.

Alors que notre Parti Ouvrier grandissait, s'emparait de nombreux hôtels-de-ville, pénétrait à la Chambre, et dans les assemblées départementales, et groupait sous son drapeau des milliers de prolétaires de plus en plus conscients et organisés, la réaction capitaliste a voulu exploiter contre lui de stupides explosions de dynamite, tantôt perpétrées par les fanatiques inconscients de l'anarchisme et tantôt subventionnées et préparées par la préfecture de police elle-même.

Les hommes « de l'ordre » nous dénonçaient alors comme les auteurs responsables de ces dynamitades imbéciles que nous étions les premiers, au nom de nos principes et de notre tactique, à réprouver et à flétrir ; ils espéraient ainsi détourner du Parti Ouvrier et de l'idée socialiste les masses agricoles apeurées et indignées ; ils y puisaient en même temps le prétexte de lois de répression dirigées contre la propagande et l'action socialiste.

Nous avons sans peine triomphé de ces odieuses manœuvres.

Sans peine aussi vous saurez, à la Guadeloupe, les déjouer et les briser dans les mains d'adversaires assez misérables pour tenter de rejeter sur un parti comme le nôtre le crime ou la folie de quelques-uns.

Recourir à l'incendie, citoyens ! Nous servir de la torche « comme de l'un de nos moyens d'action les plus puissants » — ainsi qu'osent cyniquement l'écrire les folliculaires de la presse stipendiée ?

Et cela, au moment où notre détachement guadeloupéen du Parti Ouvrier Français, plus puissant que jamais, fier de ses victoires d'hier, se prépare aux batailles et aux victoires de demain. Et pourquoi donc ?

Mais à qui ces incendies pourraient-ils profiter ? Quel est le Parti, qui, spéculant sur la misère générale, peut chercher à tirer de ce deuil public un bénéfice pour sa néfaste politique ? Examinez plutôt l'édifiante attitude de vos adversaires, qui, chassés par vous de toutes leurs positions électives, essayent aujourd'hui par les moyens les plus vils, et par les menaces, de prendre une revanche en surprenant votre bonne foi...

Camarades,

Laissez faire, laissez passer les suprêmes tentatives de la réaction capitaliste et bourgeoise qui, à la Guadeloupe comme partout, a le pressentiment de sa chute prochaine, de la fin prochaine de son exploitation économique et de sa domination politique.

Continuez parmi les exploités, parmi les opprimés des **Antilles— avec qui les travailleurs exploités de la mère-patrie sont toujours de cœur et d'espoir — l'œuvre de propagande et d'organisation en parti de classe qui vous a déjà valu de si magnifiques triomphes et qui est la condition, la garantie de votre affranchissement total.**

Vous avez déjà arraché à la réaction qui vous écrase un siège législatif, dix sièges au Conseil général; vous *avez mis garnison prolétarienne dans nombre de municipalités.*

Cette conquête du pouvoir politique, vous la compléterez l'an prochain par la prise de possession de nouveaux hôtels de ville.

Au nom du Parti Ouvrier Français tout entier, salut à vous, valeureux camarades du détachement guadeloupéen ! Toujours en avant !

Vive le Parti Ouvrier !

Vive la République sociale !

Le Conseil National du Parti Ouvrier Français :

BÉNEZECH, député de l'Hérault. — CADENAT, CARNAUD, députés des Bouches-du-Rhône. — René CHAUVIN. — DUFOUR, député de l'Indre. — Gabriel FARJAT. — FERRERO, député du Var. — FORTIN. — Jules GUESDE. — KRAUSS, député du Rhône — Paul LAFARGUE. — PASTRE, député du Gard. — PEDRON. — PREVOST. — ROUSSEL, maire d'Ivry. — SAUVANET, député de l'Allier. — Alexandre ZEVAES, député de l'Isère.

CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis hier dans la matinée à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet.

M. Leygues a rendu compte de son voyage en Italie.

M. Lebret a indiqué le résultat de l'enquête à laquelle il a fait procéder sur la répression du vagabondage et de la mendicité.

Le Conseil a continué l'examen du projet d'*armée coloniale, qui sera déposé* prochainement à la Chambre.

M. le Président de la République a signé un décret nommant, auprès du ministère du commerce, une commission consultative chargée d'étudier l'application de l'article 15 de la loi sur les accidents du travail.

Echos & Nouvelles

—o—

Le commandant Forzinetti, dans sa déposition devant la chambre criminelle de la Cour suprême, a rapporté une déclaration de Me Edgard Demange affirmant que, *dans sa longue carrière d'avocat, il avait rencontré* deux accusés « de l'innocence desquels il était absolument sûr. »

L'un de ces accusés est Dreyfus. Quel était l'autre ?

L'autre était le docteur Garrigues, poursuivi en 1876 devant la Cour d'assises de Périgueux pour empoisonnement sur la personne de son père. L'affaire fit, à l'époque, un bruit énorme. Le docteur Garrigues avait des adversaires forcenés qui réclamaient sa condamnation. Me Demange, lui, avait la certitude que l'accusé était innocent.

Le jury partagea la conviction de Me Demange et prononça un verdict d'acquittement en faveur du docteur Garrigues contre lequel la peine capitale avait été demandée.

—o—

NOUVELLES A LA MAIN

En classe d'histoire. Le professeur expose que la misère était si grande en 1709 que les paysans étaient réduits à manger de l'herbe. Et il ajoute :

— Quel était alors le régime de la France ?

Un élève, vivement :

— Le régime végétarien !

—o—

Une laitière apportait, au matin, sa ration de lait à une cuisinière qui demeura stupéfaite en voyant qu'on ne lui avait servi que de l'eau claire.

— Dites donc, laitière, mais c'est de l'eau que vous me donnez là ?

La laitière se penche pour vérifier le lait et s'écrie :

— Ah ! sapristi, on a oublié d'y mettre le lait.

—o—

Une fillette de six ans se promène au boulevard de la Liberté avec son papa ?

Tout à coup, à grand fracas, passe une voiture automobile.

Et la fillette :

— Oh ! papa, regarde donc, la *voiture qui court après* son dada !...

—o—

Le magistrat. — Quel âge avez-vous ?

La prévenue. — Trente ans.

Le magistrat. — Mais, si je ne me trompe, vous m'avez déjà dit cela il y a trois ans.

La prévenue (fièrement). — Je ne suis pas une personne à dire un jour une chose et un autre jour une autre !

LE 1ER MAI
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Depuis tantôt dix ans que, dans le tumulte d'une fin de congrès, spontanément, anonymement, l'idée d'une fête socialiste jaillit de la conscience prolétarienne, le caractère du Premier Mai, chaque année, se précise et s'affirme.

Au début, beaucoup de nos camarades y voyaient avant tout une démonstration, une manifestation en faveur des Trois-Huit ; d'autres proposaient d'ajouter à cette revendication essentielle, la paix internationale, l'amnistie des condamnés politiques ; d'autres enfin, considéraient le Premier Mai comme la date d'une prochaine révolution.

Certes, il y a de tout cela, dans la Fête du travail.

Lorsque, parmi les fleurs de mai, le prolétariat dresse ses drapeaux sa pensée se reporte, pieusement, vers ceux qui, dans leur prison, ne peuvent respirer les effluves du printemps : son cœur se dilate en songeant à la délivrance politique et sociale de tous *les travailleurs* ; *sa conscience se révolte* à l'idée des sanglantes boucheries que provoquerait une guerre internationale ; mais, en même temps qu'il manifeste pour la paix, pour l'amnistie, pour la journée de huit heures il comprend, de mieux en mieux, que la fête du Premier Mai signifie bien autre chose encore, qu'elle survivrait à la victoire du socialisme, sur tous ces points déterminés, que, bien plus, elle ne sera célébrée, dans toute sa plénitude, que par le socialisme victorieux !

Aujourd'hui, dans la plupart des centres *industriels, sa célébration est encore incomplète*. Les uns, courbés à la fois sous la double domination des pouvoirs politiques et des puissances capitalistes, ne peuvent fêter le Premier Mai que sous la menace des baïonnettes. D'autres, retenus au travail, sous peine de renvoi, en sont réduits à quelque promenade le soir.

Dans nos grandes villes, combien est-il de syndicats dont l'organisation soit assez puissante pour imposer le chômage aux patrons et consacrer l'égalité de la fête socialiste et des grandes fêtes chrétiennes ?

Nous n'avons pas encore intégralement le Premier Mai : il faut le conquérir. Il faut, à côté des fêtes de Pâques et de Noël — ces grandes dates de l'histoire morale du monde — *placer, dans le calendrier des temps nouveaux*, la fête nouvelle, qui remplacera les fêtes corporatives du moyen âge, par une seule fête de tous les métiers, une même journée de repos, pour tous les travailleurs; une même communion pour l'humanité entière.

Le Premier Mai n'est encore que la fête du socialisme militant, péniblement célébrée dans un monde hostile. Il deviendra, par notre effort solidaire, la fête du socialisme triomphant, imposant à tous le travail et assurant à tous le repos et la paix.

Mais dès maintenant, nous sommes heureux de constater que la fête internationale du 1er mai se généralise chaque année davantage et pénètre dans des régions, dans des localités jusqu'à présent fermées au socialisme.

Comme on le verra par le compte-rendu, forcément succint que nous publions ci-dessous la Fête du Travail a été célébrée, cette année avec tout l'éclat que permettaient les différents milieux où elle s'est déroulée et les feuilles réactionnaires comme la *Dépêche-Nouvelliste* qui affirment bravement que « le 1er mai est mort » prennent tout simplement leur désir pour la réalité.

A LILLE

Le 1er Mai a été célébré dignement, par les travailleurs lillois. La journée, favorisée par un très beau temps, a été très animée, sur*tout dans la soirée.*

Pas un incident n'est venu troubler le caractère noble et digne de cette manifestation.

A l'Hôtel-de-Ville

A 9 heures 55, les délégués des syndicats ouvriers, suivis d'une délégation de la section Lilloise du Parti ouvrier Français et de la Libre-Pensée, quittent la Maison du Peuple, pour se rendre à la Mairie, où ils ont été reçus par le citoyen Delory, maire entouré de ses adjoints, des conseillers municipaux socialistes, et des citoyens, Pastre et Légitimus, députés.

M. Lelou, secrétaire-général de la Fédération des syndicats ouvriers, s'adressant aux représentants de notre grande cité, prononce le discours suivant :

Monsieur le Maire,
Messieurs les adjoints,
Messieurs les conseillers,

Permettez-moi de vous présenter les délégués des différentes corporations de Lille et de vous assurer du respect et de la reconnaissance de tous.

Vous avez, en effet, des droits incontestables à ce respect et à cette reconnaissance parce que, contrairement aux détracteurs intéressés des associations ouvrières, vous êtes de ceux : « qui donnent le meilleur de leurs forces et de leur cœur à l'étude de ces questions sociales, qui sont le noble tourment de tous les esprits élevés et de toutes les âmes généreuses. »

C'est intentionnellement que je viens de rappeler, en vous les appliquant, ces paroles de M. Deschanel ; d'abord parce qu'elles s'adaptent merveilleusement à votre caractère, ensuite parce qu'elles comportent une leçon pour ceux qui, à l'encontre de vous, Messieurs, se réclament de l'honorable président de la Chambre, et dont toute la politique et le tourment peu noble, résident dans la lutte misérable qu'ils mènent contre la démocratie et ses institutions.

Je me serais gardé d'entrer dans ces considérations si l'attitude de toute la presse avait été correcte, c'est-à-dire, sinon bienveillante, au moins neutre à l'égard de notre Fédération.

Mais ma loyauté me forçait à me rappeler d'une part les preuves de dévouement non équivoques que vous avez prodiguées à nos associations syndicales et l'intérêt constant que vous n'avez cessé de leur témoigner, et d'autre part les attaques malveillantes dont nous avons été l'objet de la part de certains politiciens à l'âme peu généreuse.

Les puissants peuvent dédaigner les attaques. Nous sommes les faibles, notre devoir exige que nous les relevions et que nous en fassions justice.

Nous sommes des « politiciens » clame-t-on à tous les échos, afin d'appeler sur nous l'attention des pouvoirs publics, non dans un sens bienveillant, mais dans l'in*tention de jeter sur nous la suspicion et de faire écarter* nos revendications.

Nous protestons énergiquement contre cette assertion que rien ne justifie. Nos associations sont ouvertes à tous les ouvriers sans qu'il leur soit demandé de faire leur profession de foi. Tous ceux qui en font partie le savent bien.

Le prétexte à l'équivoque, chez nos détracteurs, est que notre siège provisoire est à la *Maison du Peuple*.

Ces gens, habitués à exiger des ouvriers, en échange du salaire souvent bien maigre, non seulement un travail assidu, mais aussi le plus fréquemment, l'abandon de leurs droits, de leur liberté de penser et d'agir, ne peuvent comprendre qu'un parti ouvrier ait pu provisoirement, et sans rien nous demander, mettre à notre disposition une salle où librement nous puissions travailler à nos intérêts.

Cela est, pourtant.

L'équivoque disparaîtra-t-elle le jour où, grâce à vous, Messieurs, nous serons en possession d'un local qui sera à nous ? Non.

Nous ne nous méprenons nullement sur le caractère de **la lutte dirigée contre nous.**

C'est une lutte de principe contre tout élément du prolétariat qui a conscience de ses droits, de sa dignité et qui travaille à l'émancipation des ouvriers.

C'est au nom de la liberté que les patrons s'organisent pour résister aux justes revendications des ouvriers. C'est au nom de cette même liberté qu'ils frappent et désorganisent les associations ouvrières. C'est au nom de la justice que nous demandons qu'il n'en soit pas ainsi.

En attendant qu'un terme soit mis à cette lutte peu courageuse en soi, et bien peu française par le caractère, nous opposerons à nos détracteurs la dignité de notre conduite, notre attitude loyale, ferme et conciliante, inspirant ainsi la confiance à nos camarades et le respect à nos adversaires.

Nous nous rapprocherons par là du but.

Les ouvriers, plus instruits, mieux éduqués, grâce à nos efforts constants, unis sur un programme de réformes nettement déterminé, écarteront systématiquement tous ceux qui briguent l'honneur de les représenter pour mieux les combattre.

Et nous saluerons l'aurore du jour où le prolétariat sera définitivement incorporé à la société moderne, et où il pourra librement jouir de ses droits.

En ce qui concerne le programme de réformes économiques, nous savons que nous pouvons compter sur vous pour travailler sans relâche à sa réalisation.

Aussi, en attendant que nous applaudissions au succès de vos efforts vers des solutions d'un caractère général, rappelons-nous que nous vous devons une grande reconnaissance pour ce que vous avez fait pour nos associations et plus particulièrement pour celle des typographes.

Nous vous prions d'en agréer à nouveau l'hommage, en même temps que le vœu sincère que tous les vrais démocrates du Conseil puissent continuer longtemps encore leurs bons offices et leur protection à nos associations.

LES REVENDICATIONS

M. Lelou présente ensuite les revendications de la Fédération des syndicats ouvriers de Lille et des environs :

1. Allocations ... pour aider au fonctionnement de leurs bureaux de placement.
2. Responsabilité des patrons en matière d'accidents (Loi votée mais imparfaite et non appliquée).
3. Création d'une bourse du travail.
4. Suppression des amendes dans les ateliers.
5. Création d'une caisse de retraites pour les ouvriers.
6. Commissions d'hygiène nommées par les syndicats.
7. Conseils de prud'hommes jugeant en dernier ressort.
8. Nomination par les ouvriers des inspecteurs du travail.
9. Suppression des Economats patronaux.
10. Interdiction pour les patrons de payer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui accordé aux ouvriers français.
11. Nomination des Conseillers prud'hommes par tous les salariés.
12. Augmentation de l'indemnité accordée aux conseillers prud'hommes.
13. Introduction dans les cahiers des charges de clauses garantissant le salaire minimum de l'ouvrier et fixant le nombre d'heures de travail qu'il doit pour le salaire indiqué.
14. Salaire égal pour les deux sexes pour un travail égal.
15. Suppression du travail aux *pièces et à façon*.
16. Modification à la loi de 1884 sur les syndicats.
17. Retour au droit commun des établissements religieux.
18. Suppression du travail dans les prisons.
19. Application de la loi du 22 janvier 1861 sur les contrats d'apprentissage.
20. Réforme de l'impôt, dont les plus lourdes charges pèsent sur le prolétariat.
21. Limitation de la journée de travail à 8 heures.
22. Interdiction du travail de nuit.
23. Suppression *des saisies-arrêts sur les* salaires.
24. Abrogation de la loi Dufaure contre l'Association internationale des travailleurs.

Un certain nombre de revendications particulières sont faites par les chambres syndicales ouvrières.

Citons ;

Chambre syndicale des ouvriers de l'Abattoir. — Réglementation des heures de travail, application de la loi sur le travail des enfants. Fermeture de l'Abattoir le dimanche.

Chambre syndicale des ouvriers boulangers. — Demande de création d'un fil téléphonique reliant les deux bureaux de placement créés par le Syndicat. Indemnité pour loyer de ces locaux. — A M. le Préfet : demande de refuser la création de nouveaux bureaux de placement, le syndicat faisant le placement gratuit.

Chambre syndicale des ébénistes. — Demande de suppression de la contribution pour les façonniers.

Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du tabac. — 1. Création d'une crèche à proximité de la manufacture des tabacs: 2. Demande d'un subside pour les délégués aux congrès corporatifs: demande aux Compagnies de chemins de fer le voyage en demi place comme il *s'accorde* pour les ouvriers de l'Etat à Paris.

A M. le préfet : Qu'il veuille bien appuyer les revendications contenues dans le compte-rendu du congrès corporatif.

Chambre syndicale des ouvriers menuisiers. — Demande le démantèlement de Lille.

Le citoyen Delory promet en son nom et *celui de ses collègues*, tout son concours et toute sa sollicitude aux associations syndicales.

Puis, le citoyen Charles Devernay, secrétaire général de la Section lilloise du Parti Ouvrier Français, prend la parole et prononce un discours très écouté.

Les citoyens Légitimus et Pastre, députés, prennent à leur tour la parole. Ils promettent tout leur concours aux ouvriers pour les revendications qui, plus spécialement, sont du ressort du Parlement.

Des vins d'honneur sont ensuite offerts par la Municipalité et l'on trinque à l'avenir des syndicats et de la démocratie.

A la Préfecture

En quittant l'Hôtel-de-Ville, la délégation s'est rendue à la Préfecture.

Sans déploiement de police, les délégués sont entrés librement et dans le plus grand ordre à la Préfecture où ils ont été présentés à M. Vatin, préfet, par les citoyens Henri Ghesquière et Gustave Devernay, conseillers généraux et Ragheboom, conseiller d'arrondissement.

M. Vatin a paru porter une grande attention aux revendications qui lui ont été présentées par la Fédération du Syndicat et le Parti Ouvrier.

La réception très courtoise a duré près de deux heures.

Pose de la Première pierre de l'Abattoir

A 11 heures 1|2 l'Administration municipale à laquelle s'étaient joints nombre de conseillers municipaux et les citoyens Pastre, député du Gard et Légitimus député de la Guadeloupe, arrivait à la porte de l'Abattoir ou elle étaient reçue par les membres du Syndicat des Chevilleurs et les membres du Syndicat des *ouvriers* de l'Abattoir.

Immédiatement, le cortège se met en marche pour se rendre sur le vaste terrain situé à l'endroit où s'élevaient jadis les fortifications et où vont s'élever bientôt les marchés couverts qui feront de notre marché une véritable succursale de la Villette.

Dès l'arrivée des autorités, qui sont reçues par le directeur de l'Abattoir, l'architecte et les entrepreneurs, la Musique des Pompiers attaque la *Marseillaise*, puis on se groupe autour des fondations du pilier de gauche de l'entrée du Marché.

C'est là *où doit être posée la première* pierre.

Sur l'ordre du Maire, le cordon qui maintient la foule est rompu et celle-ci vient se grouper autour des autorités pendant que les personnes présentes signent le procès-verbal de la cérémonie.

Dans une pierre creusée à cet effet on glisse alors le flacon renfermant le procès-verbal et des types de nos nouvelles pièces de monnaie.

Le Maire prend ensuite la parole et prononce le discours suivant ;

Messieurs,

C'est avec intention que nous avons choisi la date du premier mai pour la pose de la première pierre des marchés de nos abattoirs.

Le premier mai est la fête du travail, et ces marchés deviendront le centre de l'activité du service de l'alimentation de notre grande Cité.

Depuis bien des années l'on réclamait l'agrandissement de nos abattoirs, mais nos prédécesseurs ne semblaient guère se préoccuper de la réalisation de ce vœu unanime, laissant en cela, *comme en bien des choses*, le vieux-Lille dans l'oubli.

Ce ne sera pas pour nous le moindre sujet de satisfaction d'avoir pu conduire à bonne fin l'œuvre de cet agrandissement.

Nous avons à remercier M. Gilquin, l'architecte consciencieux qui a déployé dans sa tache autant de compétence que de dévouement : M. le directeur de l'alimentation qui, suivant sérieusement les travaux, signale les modifications de détails à apporter pour faciliter le travail de la cheville et le commerce de la boucherie.

Nous sommes certains que MM. les entrepreneurs s'inspirant de l'exemple qui leur est donné, et tenant compte de l'impatience de tous ceux qui attendent l'achèvement de l'œuvre, tiendront à ce qu'il nous soit possible de livrer notre nouvel abattoir à l'activité des ouvriers et des commerçants de l'alimentation avant le premier mai prochain.

Si notre désir se réalise ils auront bien mérité de la population lilloise, car nous avons l'espérance que l'affluence de bestiaux amenée à Lille par le développement de notre marché aura pour principale conséquence la réduction des prix d'achat par la boucherie lilloise, et par suite la réduction des prix de vente à la population toute entière.

C'est ainsi qu'en attendant la réalisation intégrale de notre programme, nous nous efforcerons de faire contribuer les services publics qu'il nous est permis d'établir à l'amélioration du bien-être de tous.

Des applaudissements accueillent ces paroles, le maire aidé de l'architecte M. Gilquin et des principaux entrepreneurs procède au scellement puis à la pose de la pierre qui est immédiatement recouverte de maçonnerie.

Un verre de champagne est ensuite offert aux personnes présentes, pendant que la musique exécute des morceaux entrainants *et c'est aux cris de* : Vive la République Sociale! vive Delory! que le cortège se reforme pour se rendre, précédé de la Musique des Pompiers

A la Place du Concert

Il était midi et quelques minutes lorsque la Musique des pompiers débouche sur la place du Concert et prend place sur l'estrade et exécute la Marseillaise pendant que les autorités se groupent au pied.

Le citoyen Delory monte alors sur la plate-forme et prononce quelques mots. Après avoir rappelé qu'il avait été *question sous* l'ancienne municipalité de déplacer l'Ecole des Beaux-Arts et le Conservatoire — déplacement qui aurait été funeste à ce quartier déjà si défavorisé.

Il montre l'administration socialiste trouvant le moyen malgré les lourdes charges qui lui incombaient de restaurer ces deux établissements et de les rétablir aujourd'hui dans une situation qu'ils n'avaient jamais eu jadis.

Des applaudissements unanimes accueillent ces paroles. Puis pendant que la musique exécute un petit concert, les autorités et leurs invités se rendent dans la salle du Conservatoire dont chacun admire l'heu*reuse disposition* et l'*ornementation* de la salle des concerts.

Enfin le cortège se reforme pour se rendre au banquet qui lui est offert par les chambres syndicales de l'Abattoir.

A signaler les sympathies qu'a recueillies sur la route le député Légitimus. De nombreux cris de: Vive Légitimus ! l'ont en effet salué au passage.

Inauguration du Square de Fives-Saint-Maurice

A 3 heures 1|2, les autorités municipales accompagnées des députés Pastre et Légitimus et d'un grand nombre de conseillers, sont arrivées pour inaugurer le nouveau Square de Fives.

Ce square qui a été ouvert dans le jardin de l'ancienne propriété Barrois, rue de Bouvines — s'ouvre sur la rue de la Phalecque.

L'arrivée des autorités est saluée par la Marseillaise, puis le jardin est ouvert au public — qui en quelques instant, le remplit presque complètement, — le citoyen Delory prononce alors quelques mots ; il rappelle combien Fives-Saint-Maurice a été négligé *alors que les nouveaux quartiers* de la ville s'embellissent et s'ornent de places, de jardins, de palais, la Municipalité a voulu d'abord donner à Fives un parc où les femmes, les enfants pourront venir respirer l'air — il expose la nécessité de donner satisfaction à ce quartier déshérité et lui promet toute la bienveillance du Conseil municipal.

Après lui, le citoyen Pastre fait l'éloge de la municipalité. Nous étions venus, dit-il, pour prêcher la bonne parole et nous constatons qu'elle a déjà fructifié et que c'est nous qui emporterons des exemples.

Merci à vous, dit-il, d'avoir prouvé ce que les socialistes qu'on avait appelés des Barbares, savent faire, d'avoir prouvé que les socialistes arrivés au pouvoir savent tenir leurs promesses et montrer que s'ils veulent la justice, ils ne négligent pas ce qui est bon et beau.

Le citoyen Poulet de Fives, remercie l'administration municipale de ce qu'elle a fait pour ce quartier il fait remarquer que, grâce à elle, les habitants de Fives jouissent enfin d'une promenade où les femmes et les enfants peuvent venir se reposer et respirer le bon air. — Il promet que la bienveillance du Conseil *municipal ne s'arrêtera pas là et que* bientôt ce quartier, auparavent déshérité aura sa part dans la distribution du bien-être et de l'hygiène.

Un concert donné par la musique des Sapeurs Pompiers termine enfin cette fête, qui laissera un profond souvenir dans l'esprit de tous ceux qui y ont assisté, et justifiera un cri poussé par un citoyen : vivent les Barbares !

A 5 h., la cérémonie était terminée et le public prenait possession de son jardin.

Les Fêtes aérostatiques

De 4 heures à 6 heures du soir ont eu lieu rue du Grand Balcon, d'Arcole, des Fossés-Neufs, place Catinat, des départs de ballons Montgolfier et sujets grotesques qui ont obtenu leur succès ordinaire de curiosité et de gaieté.

La représentation théâtrale

A cinq heures, a eu lieu au Grand-Théâtre une représentation gratuite de la « Pâque Socialiste. » La salle était bien garnie.

Dans la loge du maire, outre plusieurs membres de la municipalité, on remarquait les citoyens Légitimus et Pastre, députés.

Les artistes ont été vivement applaudis par les nombreux spectateurs. La représentation était terminée à 7 heures 1|4, sans incident.

LA RETRAITE AUX FLAMBEAUX

On se souvient du succès obtenu le 14 juillet 1897, par la grande retraite aux flambeaux en tramways.

Celle d'hier a été une seconde expérience qui a eu le même succès.

Des chars, au nombre de sept, représentant tant des nefs que des pagodes, enguirlandés de girandoles lumineuses produisaient un effet féerique.

Des ouvriers de l'abattoir habillés en rouge et portant sur l'épaule leurs outils et tenant à l'attache un superbe bœuf à robe blanche avaient pris place dans une stalle roulante *ornée aux quatre angles de grappes* de lanternes rouges.

Un char de toréadors très coquets en leur costume espagnol.

L'Union de Lille, la *Fanfare Ouvrière*, le *Réveil Musical*, la *Musique de Fives*, la *Fanfare des Travailleurs*, la *Jeune Fanfare de Moulins-Lille* s'étaient mêlés au cortège et jouaient des marches entrainantes sur le parcours qui était le suivant :

Rue Auber, place de Tourcoing, boulevard Bigo-Danel, place Cormontaigne, boulevard Montebello, place Barthélemy-Dorez, boulevards Victor-Hugo, des Ecoles, Papin, place Simon-Vollant, rue de Paris, Parvis Saint-Maurice, rue du Priez, place de la Gare, rue des Buisses, du Vieux Faubourg, du Lombart, des Jardins, place aux Bleuets, rue de Courtrai, place de Gand, rue de Gand, de Thionville, du Pont-Neuf, de Négrier.

La dislocation a eu lieu dans cette dernière rue.

Les Bals

Des bals en plein air avaient été organisés Square Ruault, Places Vanhœnacker, Sébastopol, boulevard de l'Usine et banlieue d'Esquermes.

Conduits par de brillants orchestres, ces bals ont été très animés partout jusqu'à une heure assez avancée de la nuit.

**

Dans le Nord

A ARMENTIÈRES

L'inauguration de la Maison du Peuple

Les travailleurs d'Armentières ont fêté l'inauguration de leur Maison du Peuple avec magnificence.

De la gare, les socialistes, les membres de la coopérative l'*Avenir d'Armentières*, accompagnés de leur nouvelle fanfare, se sont promenés en un grand cortège composé de milliers de citoyens à la boutonnière ornée de la cocarde rouge et de l'insigne du Parti Ouvrier.

A la gare s'étaient joints la Fanfare : *La Paix* de Roubaix, du citoyen Carrette, maire de cette ville et de nombreux Roubaisiens ; la fanfare l'*Union de Lille*, les *Mitrons-Club*, les citoyens H. Ghesquière, conseiller général du Nord, Samson, adjoint au maire de Lille et grand nombre de Lillois ; des délégués de Roubaix, Tourcoing, Croix, Lille, Hellemmes Houplines, Avion, Dorignies, Douai, etc. etc.

Les fanfares Armentiéroise, Lilloise et Roubaisienne jouaient successivement sur tout le parcours du cortège des marches entrainantes.

Le cortège s'est déroulé dans toute la ville aux acclamations de tous les travailleurs.

Le Parti ouvrier manifestait ainsi sa force à la face de la réaction cléricale et capitaliste.

A la Maison du Peuple, magnifiquement décorée, parée admirablement pour sa fête, dix mille personnes sont entrées à la suite du cortège socialiste pour visiter cet édifice populaire, ce nouveau temple ouvrier.

Les citoyens Pastre et Légitimus, accompagnés du citoyen Wellhoff, venus à Armentières pour assister à la fête socialiste ont été instamment priés de rester pour le banquet avant de prendre le train qui devait les conduire à Croix pour leur conférence de 5 heures du soir.

Le banquet a eu lieu réunissant autour de longues tables trois cents convives.

Les Mitrons-Clubs de Lille ont, pendant le repas, joués sous l'habile direction de leur chef, le citoyen Bocquet, un pas redoublés, une grande valse, un allegro militaire, une marche triomphale, une fantaisie sur le *P'tit Quinquin* et enfin l'*Internationale*.

Le citoyen Pastre a proposé un double ban en l'honneur des *Mitrons-Club* de Lille : ce double ban a été exécuté aux acclamations de toute l'assemblée. Puis avant de preudre le train, les citoyens Daudrumetz, Pastre, Légitimus et Wellhoff, ont prononcé d'élo-